

# Profession : **journaliste,** “en attendant”...

Diégou Bailly

Directeur du quotidien *Le Jour*  
(Abidjan)

*lejour@africaonline.co.ci*

En Afrique subsaharienne, beaucoup de professionnels considèrent le journalisme comme un tremplin politique, comme une étape vers d'autres aventures, mais rarement comme un métier. Le journalisme peut-il devenir un métier ? Si oui, à quelles conditions ?

Chez nous plus qu'ailleurs, le journalisme mène à tout... à condition d'en sortir vivant ! Certes, l'adage enseigne qu'il n'existe pas de sot métier, mais qui est assez fou pour prendre au sérieux un métier qui n'est pas considéré comme tel, même par ceux qui s'y engagent ? On devient journaliste “en attendant”. Mais en attendant quoi exactement ?

En attendant de poursuivre ses études. En attendant de trouver un “véritable” emploi. En attendant d'être nommé responsable de la communication dans un cabinet ministériel... ou de devenir ministre soi-même. En attendant de se mettre au service d'un candidat en quête d'un journaliste “cireur d'images” pour les prochaines échéances électorales. En attendant, etc.

Pour être plus concret, en Côte d'Ivoire, très peu de professionnels ont exercé le journalisme jusqu'à la retraite. Les quelques rares persévérants – ou, peut-être, les “cancres” qui n'ont pas trouvé preneurs ailleurs – ont fini avec le titre d'inspecteur. De quoi ? Des murs et des meubles du ministère de la Communication. Cette précarité s'explique, entre autres raisons, par le fait que les journalistes, ou ceux qui se sont attribué ce nom de guerre, se mêlent de tous les combats. À l'image des Tirailleurs

sénégalais ou des Sofas de Samory, ils se retrouvent sur différents fronts pour servir de chair à canon. "Soldats de la liberté et de la démocratie", ils sont aux côtés des "démocrates" pour la conquête du pouvoir. Nostalgiques du passé, ils luttent pour la pérennité des régimes, hérités de l'ère du parti unique. Simples chasseurs de "gombos"<sup>1</sup>, ils passent aisément de part et d'autre de la ligne de front pour chercher de quoi faire bouillir la marmite, chaque jour. Sofas, ripoux ou racketteurs ? Peu leur importe les récriminations, parce que certains journalistes se préoccupent avant tout de plastronner dans les allées du pouvoir afin de ramasser les miettes qui tombent de la table des Grands.

Ceux qui voudraient se soustraire à cette implacable logique alimentaire sont mis au banc de la société ou se retrouvent derrière les barreaux. De manière générale, en Afrique subsaharienne, le journaliste semble avoir pour destin, soit d'accepter de s'aliéner au pouvoir en place, soit d'accepter d'être marginalisé ou martyrisé avec l'épithète de « héros pour la liberté de la presse », à l'instar du célèbre journaliste burkinabé, Norbert Zongo<sup>2</sup>.

La question reste alors de savoir si ceux qui n'ont ni l'esprit servile, ni l'âme de martyr peuvent s'engager dans ce métier et l'exercer pour lui-même, c'est-à-dire comme n'importe quel métier permettant la promotion de tout individu. Question fondamentale parce qu'elle nous plonge au cœur même du débat sur le rôle de la presse et du journaliste en Afrique subsaharienne. Sous le régime du parti unique (1960-1990), cette question avait été clairement tranchée : la presse devait promouvoir le développement économique en préservant l'unité nationale. Dans cette optique, les journalistes étaient considérés comme de simples "agents du développement". À partir de 1990, en dépit de la proclamation du multipartisme et de l'émergence du processus démocratique, le rôle de la presse, même s'il est diversement apprécié, n'a pas fondamentalement changé. Car, pour les "démocrates" en lutte contre l'ordre ancien, la presse n'est qu'une arme de combat et le journaliste le "soldat de la liberté et de la démocratie". Pour les héritiers du parti unique, la presse doit défendre la République menacée par des "aventuriers". Et, des journalistes-patriotes sont réquisitionnés pour mener ce "noble" combat.

Dans un cas comme dans l'autre, la presse est perçue comme une arme de combat et les journalistes considérés comme des soldats, utilisateurs de cette arme. Malheureusement pour ces derniers, la lutte ne continue pas éternellement. En effet, quand les "démocrates" accèdent au pouvoir, les "soldats de la liberté et de la démocratie" se retrouvent au chômage, frustrés, pour certains, de n'être pas invités au partage du butin. Et quand les héritiers du parti unique perdent le pouvoir, les

journalistes-patriotes deviennent des mercenaires, en quête de nouvelles guerres. Cette conception militariste ou instrumentaliste du rôle de la presse et du journaliste exerce une influence néfaste sur la nature de l'information. Car, dans la presse de combat, l'information est utilisée comme une arme bactériologique ou chimique pour semer la terreur dans le camp ennemi. Cocktail de rumeurs, de demi-vérités et de mensonges, ce "gaz sarin" a pour principal objectif de troubler l'opinion publique et de tétaniser l'adversaire (politique). Dans cette guerre des plumes et des micros, l'information est alors perçue, non plus dans sa dualité, mais exclusivement sous son aspect "message". Le journaliste est donc commis à la tâche de propagandiste.

Depuis le temps des indépendances jusqu'à maintenant, la presse de développement et de combat a eu de nombreuses conséquences désastreuses sur l'image du métier et sur la promotion sociale des journalistes. Malgré tout, dans plusieurs pays, l'État rechigne encore à abandonner le contrôle des médias audiovisuels considérés comme faisant partie intégrante de ses droits régaliens et la presse écrite, quand elle est libéralisée, végète dans l'informel, par manque de moyens d'intégration dans le tissu économique national.

En Côte d'Ivoire par exemple, le mal est devenu endémique, en dépit des efforts méritoires des journalistes. Depuis 1991, ceux-ci ont créé une association unique regroupant les journalistes de la presse d'État et privée pour débattre des problèmes de la profession. Ensuite, depuis 1995, un organe d'autorégulation, l'OLPED (Observatoire de la Liberté de la Presse, de l'Éthique et de la Déontologie) tente, vaille que vaille, d'inciter les journalistes au respect des principes éthiques et des règles déontologiques. Malgré de nombreux séminaires de formation de l'UNJCI (Union nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire) et les multiples interpellations de l'OLPED, la presse ivoirienne se porte de plus en plus mal – comme pour dire que les causes de sa décrépitude dépassent le déficit de formation des journalistes et les nombreuses dérives qu'ils commettent.

En fait, ce mal endémique trouve ses causes profondes dans la nature même de la presse et du rôle des journalistes, tels que définis par différents régimes politiques depuis l'indépendance. Aussi, en cessant de percevoir la presse exclusivement comme un outil de développement et une arme de combat, l'information deviendrait-elle, non plus seulement un message (propagandiste), mais aussi un produit-marchand. Évidemment, pour les Occidentaux, le choix de l'information-marchandise au détriment de l'information-propagande revient à préférer la dictature de l'audimat à celle des hommes politiques ; la peste au choléra, pour

ainsi dire.

Mais, pour nous, seule l'appréhension de la presse africaine sous un rapport plus économique que politique permettra la naissance de véritables entreprises (de presse) rentables ; la diffusion d'informations saines et compétitives ; l'accès aux nouvelles technologies de l'information ; la fermeture de la profession aux nombreux "aventuriers" en quête de reconnaissance sociale ; la sortie des journalistes du ghetto de la misère, de la pauvreté et de la corruption.

C'est un risque à prendre. Il a été déjà pris dans des pays tels que le Sénégal, le Bénin, l'Afrique du Sud... où une presse libéralisée, moderne et compétitive, participe, en tant qu'activité économique à part entière, à l'accroissement du PNB. De toute façon, qui a déjà souffert des affres de la peste... peut bien se permettre de rêver du choléra ■

### *Notes*

1. Le terme « Gombos » désigne les passe-droits, les privilèges financiers ou matériels que l'on accorde aux journalistes pour services rendus ou attendus.
2. Norbert Zongo est mort sous les balles de ceux qu'il dénonçait, le 13 décembre 1998.